

**Art. 3.** Wanneer de student voorlopig is ingeschreven in een instelling voor hoger onderwijs, wordt hij uitgenodigd om zijn dossier uiterlijk op 30 november van het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd af te ronden door middel van het inschrijvingsbewijs bedoeld in artikel 5 van het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, hierna het decreet genoemd, tenzij de vertraging bij de uitreiking van het bewijs van definitieve inschrijving niet de verantwoordelijkheid van de student is.

Wanneer de student wordt uitgenodigd om aanvullende documenten te verstrekken, heeft hij 30 dagen, vanaf de datum van de kennisgeving verzonden door de Dienst Administratie die belast is met studietoelagen en -leningen, om ze te overleggen. Anders wordt de aanvraag afgewezen. Deze beslissing wordt meegegeed aan de student die over een klachtrecht beschikt overeenkomstig artikel 14 van het decreet.

**Art. 4.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 2019 tot vaststelling van de procedure voor de indiening van de aanvragen om toelagen voor hogere studies alsook van de voorwaarden voor hun toekenning, wordt opgeheven.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2020.

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor studietoelagen en -leningen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 januari 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200379]

**15 DECEMBRE 2020. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'Internationalisation des entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution du chapitre 1<sup>er</sup> du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré**

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1<sup>er</sup>, § 3, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, 10, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 11, 12, 14, alinéas 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6 et 16;

Vu l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'Internationalisation des entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, donné le 4 septembre 2020;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 octobre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 décembre 2020;

Vu le rapport du 20 octobre 2020 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 24 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la pandémie du COVID-19 constitue un choc majeur pour l'économie mondiale et que les entreprises du monde entier sont actuellement confrontées à un environnement économique extraordinairement difficile, avec des répercussions majeures sur les possibilités d'emploi;

Considérant que d'un point de vue géographique, bien que la conjoncture se soit détériorée pour tous les grands ensembles régionaux, les nouvelles estimations indiquent que la plus forte chute se produit dans les Amériques, en Europe et Asie Centrale;

Considérant que les entreprises exportatrices wallonnes sont frappées de plein fouet par la pandémie du COVID-19 : fermeture des frontières, interdiction d'exporter certains produits, baisse de la demande des marchés extérieurs, limitation de la production,... et qu'elles voient leur chiffre d'affaires diminuer drastiquement et leurs parts de marché à l'étranger, pour certaines d'entre-elles, décroître ou disparaître;

Considérant que les exportations wallonnes pourraient enregistrer, en 2020, une chute atteignant jusqu'à 18 % dans certains secteurs et que cela pourrait représenter une perte entre six et neuf milliards d'euros;

Considérant que des réponses adaptées sont nécessaires pour atteindre et soutenir les entreprises exportatrices wallonnes par des mesures d'aide financière qui, pour être efficaces, doivent être rapides et souples;

Considérant que dans le cadre de la relance de leurs activités à l'international, les entreprises wallonnes devraient pouvoir bénéficier de conseils efficaces, ciblés et personnalisés, notamment par le recours aux services d'un prestataire externe spécialisé (ci-après, dénommé « Interim Export Manager »);

Considérant que l'octroi d'une aide financière couvrant une partie du coût des prestations de cet " Interim Export Manager " permettrait de répondre à cette attente;

Considérant que l'« Interim Export Manager » sera chargé de structurer la stratégie de relance à l'international de l'entreprise, de prospecter de nouveaux pays ou de récupérer des parts de marché perdues suite à la pandémie;

Considérant que l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers accorde, en application de l'arrêté ministériel du 4 avril 2019, des aides financières sous forme de deux chèques spécifiques qui permettent de couvrir une partie des coûts liés au recours aux services de prestataires externes spécialisés;

Considérant que les prestations de l'« Interim Export Manager » ne sont pas spécifiquement couvertes par les deux chèques existants;

Considérant par conséquent qu'il y a lieu de créer temporairement, pendant toute la durée durant laquelle la crise du COVID-19 impactera directement les entreprises wallonnes exportatrices, un troisième chèque distinct, dénommé chèque « interim export manager »;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en œuvre cette mesure de manière urgente afin de soutenir rapidement les entreprises wallonnes engagées à l'international qui subissent des dommages liés à la pandémie du COVID-19;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'Internationalisation des entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « deux » est remplacé par le mot « trois »;

2° il est inséré un 3°, rédigé comme suit :

« 3° le chèque « interim export manager ». ».

**Art. 2.** Dans le chapitre III du même arrêté, il est inséré une section 3, comportant les articles 25/1 à 25/7, rédigée comme suit :

« Section 3. Conditions propres au chèque « interim export manager »

Art. 25/1. L'aide visée par la présente section est octroyée au demandeur uniquement dans le cadre de la relance de ses activités à l'international suite à la crise du COVID-19. Elle est accordée dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Art. 25/2. Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés à la présente section est de 750 euros HTVA.

Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles est de 75 % pour le demandeur. Sa quote-part dans la prise en charge des coûts admissibles est de 25 % .

L'intervention publique ne peut dépasser le plafond de 75.000 euros HTVA sur un an par entreprise.

Art. 25/3. Les prestataires de services pour le chèque "interim export manager" sont les interim export managers.

Le demandeur ne peut obtenir plus de 132 jours d'honoraires d'un interim export manager.

Les prestations de l'interim export manager sont entièrement réalisées sur une période d'un an.

Art. 25/4. Les coûts admissibles liés aux services de l'interim export manager portent sur les éléments suivants :

1° la structuration de la stratégie de relance à l'international du demandeur;

2° la prospection de nouveaux pays;

3° la récupération des parts de marché perdues.

Les coûts liés à d'autres types de prestation ou à des prestations réalisées en dehors du cadre de la relance des activités à l'international du demandeur suite à la crise du COVID-19 ne sont pas pris en considération.

Art. 25/5. Outre les documents visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup> et 2, la demande de chèque de l'entreprise contient un descriptif de l'impact de la crise du COVID-19 sur ses activités à l'international.

Art. 25/6. Le prestataire de services choisi pour réaliser la prestation ne peut avoir déjà travaillé pour le demandeur dans le cadre d'une autre mission subventionnée par l'AWEX durant une période définie par l'AWEX et publiée sur son site internet.

Les missions subventionnées par l'AWEX avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont prises en compte pour l'application de cette règle.

L'AWEX peut accorder une dérogation à la règle visée à l'alinéa précédent s'il n'y a pas d'autres experts agréés disponibles pour le projet du demandeur.

Art. 25/7. Une entreprise ne peut pas bénéficier plusieurs fois de l'aide visée par la présente section. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 décembre 2020.

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/200379]

**15. DEZEMBER 2020 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Internationalisierung der Unternehmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio**

Der Minister für Wirtschaft

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 6 und 16;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Internationalisierung der Unternehmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund der am 4. September 2020 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrats der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund der am 20. Oktober 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. Dezember 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 20. Oktober 2020;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 24. November 2020 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von 5 Tagen;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass die COVID-19-Pandemie einen großen Schock für die Weltwirtschaft darstellt und dass Unternehmen auf der ganzen Welt derzeit mit einem außerordentlich schwierigen wirtschaftlichen Umfeld mit erheblichen Auswirkungen auf die Beschäftigungsmöglichkeiten konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass aus geographischer Sicht, obwohl sich die wirtschaftliche Lage für alle großen regionalen Gruppen verschlechtert hat, neue Schätzungen jedoch darauf hindeuten, dass sich der stärkste Rückgang in Amerika, Europa und Zentralasien ereignet;

In der Erwägung, dass die wallonischen Exportunternehmen sehr stark von der COVID-19-Pandemie betroffen sind: Grenzsicherungen, Ausfuhrverbote für bestimmte Produkte, Nachfragerückgang auf den Außenmärkten, Produktionsbeschränkungen usw., und dass ihr Umsatz drastisch zurückgeht und ihre Marktanteile im Ausland, für manche unter ihnen, zurückgehen oder verschwinden;

In der Erwägung, dass die wallonischen Exporte im Jahre 2020 in einigen Sektoren um bis zu 18 % zurückgehen könnten und dies einen Verlust von sechs bis neun Milliarden Euro bedeuten könnte;

In der Erwägung, dass angemessene Reaktionen erforderlich sind, um die wallonischen Exportunternehmen zu erreichen und durch finanzielle Hilfsmaßnahmen zu unterstützen, die, um wirksam zu sein, schnell und flexibel gestaltet werden müssen;

In der Erwägung, dass die wallonischen Unternehmen im Rahmen der Ankurbelung ihrer internationalen Aktivitäten von einer effektiven, gezielten und persönlichen Beratung Gebrauch machen können sollten, insbesondere durch die Inanspruchnahme der Dienste eines spezialisierten externen Dienstleisters (im Folgenden "Interim-Exportmanager" genannt);

In der Erwägung, dass die Gewährung einer finanziellen Unterstützung zur Deckung eines Teils der Kosten für die Dienste dieses "Interim-Exportmanagers" es ermöglichen würde, diese Erwartung zu erfüllen;

In der Erwägung, dass der "Interim-Exportmanager" damit beauftragt sein wird, die internationale Erholungsstrategie der Unternehmen zu strukturieren, neue Länder zu erschließen oder Marktanteile zurückzugewinnen, die durch die Pandemie verloren gegangen sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence Wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers") in Anwendung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 finanzielle Beihilfen in der Form von zwei spezifischen Schecks gewährt, die es ermöglichen, einen Teil der Kosten zu decken, die mit der Inanspruchnahme der Dienste von spezialisierten externen Dienstleistern verbunden sind;

In der Erwägung, dass die Leistungen des "Interim-Exportmanagers" durch die beiden bestehenden Schecks nicht spezifisch gedeckt werden;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, zeitweilig und zwar für den gesamten Zeitraum, in dem die COVID-19-Krise direkte Auswirkungen auf die wallonischen Exportunternehmen haben wird, einen dritten separaten Scheck zu schaffen, der als Scheck "Interim-Exportmanager" bezeichnet wird;

In der Erwägung, dass die Umsetzung dieser Maßnahme dringend erforderlich ist, um international tätigen wallonischen Unternehmen, die durch die COVID-19-Pandemie geschädigt werden, schnell zu helfen;

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 2 Absatz 2 des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Internationalisierung der Unternehmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio wird wie folgt abgeändert:

1° Das Wort "zwei" wird durch das Wort "drei" ersetzt;

2° es wird eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3° dem Scheck "Interim-Exportmanager". "

**Art. 2.** In das Kapitel III desselben Erlasses wird ein Abschnitt 3 mit den wie folgt verfassten Artikeln 25/1 bis 25/7 eingefügt:

"Abschnitt 3 - Bedingungen in Bezug auf den Scheck "Interim-Exportmanager"

Art. 25/1 - Die Beihilfe im Sinne des vorliegenden Abschnitts wird dem Antragsteller nur im Zusammenhang mit der Wiederbelebung seiner internationalen Aktivität im Anschluss an die COVID-19-Krise gewährt. Sie wird im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel gewährt.

Art. 25/2. Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten im Sinne des vorliegenden Abschnitts beläuft sich auf 750 Euro exkl. MwSt.

Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten entspricht 75 % für den Antragsteller. Sein Anteil an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten beträgt 25 % .

Die öffentliche Beteiligung darf den Höchstbetrag von 75.000 Euro (exkl. MwSt.) pro Unternehmen über ein Jahr nicht überschreiten.

Art. 25/3 - Die Diensteanbieter für den Scheck "Interim-Exportmanager" sind die "Interim-Exportmanager".

Der Antragsteller darf nicht mehr als 132 Tageshonorare eines "Interim-Exportmanagers" in Anspruch nehmen.

Die Leistungen des "Interim-Exportmanagers" werden vollständig innerhalb eines Zeitraums von einem Jahr erbracht.

Art. 25/4 - Die beihilfefähigen Kosten im Zusammenhang mit Diensten des "Interim-Exportmanagers" beziehen sich auf die folgenden Komponenten:

1° die Strukturierung der Strategie zur internationalen Wiederbelebung des Antragstellers;

2° die Erschließung neuer Länder;

3° die Wiedergewinnung von verlorenen Marktanteilen.

Kosten im Zusammenhang mit anderen Arten von Leistungen oder mit Leistungen, die außerhalb des Rahmens der Wiederbelebung der internationalen Aktivität des Antragstellers infolge der COVID-19-Krise erbracht werden, werden nicht berücksichtigt.

Art. 25/5 - Neben den in Artikel 12 § 1 und 2 genannten Dokumenten enthält der vom Unternehmen gestellte Antrag auf einen Scheck eine Beschreibung der Auswirkungen der COVID-19-Krise auf seine internationale Aktivität.

Art. 25/6 - Der für die Erbringung der Leistung ausgewählte Diensteanbieter darf nicht während eines von der AWEX bestimmten und auf ihrer Website bekannt gemachten Zeitraums bereits für den Antragsteller im Rahmen eines anderen von der AWEX bezuschussten Auftrags gearbeitet haben.

Die Aufträge, die von der AWEX vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bezuschusst wurden, werden bei der Anwendung dieser Regel mit einbezogen.

Die AWEX kann eine Abweichung von der im vorigen Absatz erwähnten Regel gewähren, wenn keine anderen zugelassenen Experten für das Projekt des Antragstellers zur Verfügung stehen.

Art. 25/7 - Ein Unternehmen kann die in vorliegendem Abschnitt genannte Beihilfe nicht mehrmals in Anspruch nehmen. ».

**Art. 3.** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 15. Dezember 2020

W. BORSUS

\_\_\_\_\_

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/200379]

15 DECEMBER 2020. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake internationalisering van de ondernemingen, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van het hoofdstuk 1 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfeuille, de artikelen 1, § 3, 1°, 3° en 4°, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, lid 1 en 2, 1° en 2°, 7, § 1, eerste lid, en § 2, lid 1 en 3, 1° en 2°, 9, § 1, eerste lid 1, en § 2, 10, § 2, lid 1 en 2, en § 3, eerste lid, 11, 12, 14, leden 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en 2, 37 en 38, tweede lid;



Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 5, 6 en 16;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake internationalisering van de ondernemingen, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 4 september 2020;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 oktober 2020;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 december 2020;

Gelet op het rapport van 20 oktober 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 5 dagen, gericht aan de Raad van State op 24 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de COVID-19-pandemie de wereldeconomie een ernstige schok heeft bezorgd en dat de ondernemingen heden wereldwijd geconfronteerd worden met een uiterste moeilijke economische context met een aanzienlijke weerslag op de tewerkstellingsmogelijkheden;

Overwegende dat de nieuwe ramingen, vanuit een geografisch oogpunt, hoewel de conjunctuur er voor alle grote regionale spelers erop achteruit is gegaan, erop wijzen dat de strengste daling plaatsvindt op beide Amerikaanse subcontinenten, in Europa en Centraal-Azië;

Overwegende dat de Waalse exporterende ondernemingen de COVID-19 pandemie in alle hevigheid ondergaan: sluiting van de grenzen, uitvoerverbod voor sommige producten, een dalende vraag op de buitenlandse markten, een beperkte productie... en dat ze hun omzet drastisch zien dalen en hun marktaandeel in het buitenland, voor sommigen van hen, zien afnemen of verdwijnen;

Overwegende dat de Waalse export in 2020 in sommige sectoren tot 18 % zou kunnen zakken en dat dit een verlies van zes tot negen miljard euro zou kunnen betekenen;

Overwegende dat aangepaste responsen noodzakelijk zijn om de Waalse uitvoerende ondernemingen te bereiken en te ondersteunen met financiële steunmaatregelen die, om efficiënt te zijn, snel en soepel moeten zijn;

Overwegende dat Waalse bedrijven in het kader van de heropleving van hun internationale activiteiten moeten kunnen genieten van doeltreffend, doelgericht en gepersonaliseerd advies, met name door gebruik te maken van de diensten van een gespecialiseerde externe dienstverlener (hierna "Interim Export Manager" genoemd);

Overwegende dat de toekenning van financiële steun ter dekking van een deel van de kosten van de diensten van deze "Interim Export Manager" het mogelijk zou maken om aan deze verwachting te voldoen;

Overwegende dat de "Interim Export Manager" zal worden belast met de uitwerking van de internationale herstelstrategie van de onderneming, de prospectie van nieuwe landen of de terugwinning van marktaandeel die als gevolg van de pandemie verloren zijn gegaan;

Overwegende dat het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings) overeenkomstig het ministerieel besluit van 4 april 2019, financiële steun toekent in de vorm van twee specifieke cheques waarmee een deel van de kosten in verband met het gebruik van de diensten van gespecialiseerde externe dienstverleners kan worden gedekt;

Overwegende dat de diensten van de "Interim Export Manager" niet specifiek worden gedekt door de twee bestaande cheques;

Overwegende dat een derde afzonderlijke cheque, cheque "interim export manager" genoemd, derhalve tijdelijk moet worden ingevoerd voor de hele periode waarin de COVID-19-crisis rechtstreekse gevolgen zal hebben voor de Waalse exportbedrijven;

Overwegende dat deze maatregel dringend uitgevoerd moet worden om onverwijd steun te kunnen verlenen aan Waalse internationaal actieve bedrijven die schade ondervinden als gevolg van de COVID-19-pandemie;

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2, lid 2, van het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake internationalisering van de ondernemingen, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio, worden de volgende wijzigingen aangebracht;

1° het woord "twee" wordt door het woord "drie" vervangen;

2° er wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt:

"3° de cheque "interim export manager". ».

**Art. 2.** In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een afdeling 3, bevattende de artikelen 25/1 tot 25/7, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 3. Voorwaarden die eigen zijn aan de cheque "interim export manager"

Art. 25/1. De in deze afdeling bedoelde steun wordt uitsluitend aan de aanvrager verleend in het kader van het herstel van zijn internationale activiteiten ten gevolge van de COVID-19-crisis. Hij wordt toegekend binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten.

Art. 25/2. Het maximum dagtarief voor de prestaties betreffende de in aanmerking komende kosten bedoeld in deze afdeling bedraagt 750 euro excl. BTW.

Het percentage van de steun met betrekking tot de in aanmerking komende kosten bedraagt 75 % voor de aanvrager. Zijn aandeel in de tenlasteneming van de in aanmerking komende kosten bedraagt 25 % .

De overheidssteun mag niet hoger zijn dan het plafond van 75.000 euro excl. BTW per onderneming over één jaar.

Art. 25/3. De dienstverleners voor de cheque "interim export manager" zijn de interim export managers.

De aanvrager mag maximaal 132 dagen ereloon van een interim export manager bemachtigen.

De diensten van de interim export manager worden volledig over een periode van één jaar verleend.

Art. 25/4. De in aanmerking komende kosten in verband met de diensten van de interim export manager betreffen volgende elementen:

1° de structurering van de internationale herstelstrategie van de aanvrager;

2° de prospectie in andere landen;

3° de terugwinning van verloren marktaandelen.

Kosten in verband met andere soorten dienstverleningen of dienstverleningen uitgevoerd buiten het kader van het herstel van de internationale activiteiten van de aanvrager ten gevolge van de COVID-19-crisis, worden niet in aanmerking genomen.

Art. 25/5. Naast de in artikel 12, § 1 en 2, bedoelde documenten bevat de chequeaanvraag van de onderneming een beschrijving van de gevolgen van de COVID-19-crisis op haar internationale activiteiten.

Art. 25/6. De dienstverlener die gekozen is om de prestatie uit te voeren mag niet reeds voor de aanvrager hebben gewerkt in het kader van een andere door AWEX gesubsidieerde opdracht gedurende een door AWEX bepaalde periode en die op de website van AWEX gepubliceerd is.

De opdrachten die vóór de inwerkingtreding van dit besluit door AWEX gesubsidieerd zijn, worden voor de toepassing van deze regel in aanmerking genomen.

AWEX kan een afwijking van de regel bedoeld in het vorige lid toekennen indien er voor het project van de aanvrager geen andere erkende beschikbare deskundigen zijn.

Art. 25/7. Een onderneming mag enkel éénmaal voor de in deze afdeling bedoelde steun in aanmerking komen. ».

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 15 december 2020.

W. BORSUS

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/40242]

**17 DECEMBRE 2020. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 novembre 2017 relatif à l'aide complémentaire à l'investissement dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles, ainsi qu'à l'investissement pour les entreprises du secteur de la première transformation du bois**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement ; rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires ;

Vu le Règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le Règlement (UE) n° 1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifiant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les ressources et leur répartition pour l'exercice 2014 et modifiant le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil ainsi que les Règlements (UE) n° 1307/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leur application au cours de l'exercice 2014 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243, D.245 et D.246, § 1 ;